

Journal de 20 heures
Un accrochage entre 1 000 à 2 000 hommes du
FPR et les milices hutu appuyées par l'armée
gouvernementale se serait déroulé à
15 kilomètres de la ville de Kibuye

Patrick Poivre d'Arvor, Catherine Jentile, Nahida Nakad, Régis Faucon

TF1 chaîne de télévision française privée, 27 juin 1994

Édition spéciale Rwanda [Avec notamment des reportages dans le camp de Nyarushishi, à Kibuye et à Gisenyi].

[Patrick Poivre d'Arvor, en plateau :] Maintenant une nouvelle page spéciale que nous avons enregistré hier [26 juin] en territoire rwandais où cinq réfugiés ont été tués par un obus près de l'église de la Sainte-Famille à Kigali, tout à l'heure.

La Croix-Rouge de son côté a profité d'un bref répit dans les combats pour évacuer 45 blessés et le CICR a évacué un millier d'orphelins vers la frontière du Burundi [on voit des militaires français sortir d'un hélicoptère Puma un homme blessé, noir et barbu]. Évacuation également prévue demain d'une quarantaine de religieuses françaises qui se trouvent dans la localité de Kibuye et que vous allez retrouver interviewées dans cette édition spéciale préparée par Philippe Perrot et tous nos envoyés spéciaux sur place.

[Vue aérienne sur le camp de Nyarushishi ; une incrustation "SPECIALE RWANDA" s'affiche à l'écran ; Patrick Poivre d'Arvor parle face caméra en marchant au milieu des réfugiés du camp de Nyarushishi :] Si nous avons décidé de consacrer ce soir encore une page spéciale toute entière au Rwanda, c'est qu'il s'y est déroulé essentiellement du 6 au 20 avril – mais encore depuis..., donc, depuis deux mois –, un véritable massacre que l'on peut qualifier de génocide puisque le nombre de victimes se chiffre par centaines de

milliers.

Nous allons essayer de comprendre ce qui s'est passé. Hier [26 juin] nous étions à Goma, la frontière, euh..., du Zaïre. Donc nous étions hors du territoire rwandais. Aujourd'hui, vous allez découvrir le Rwanda grâce à toutes nos équipes. Mais tout d'abord, l'historique de cette horreur depuis la fin de la colonisation belge, c'est-à-dire depuis à peu près 30 ans. Michel Floquet.

[Michel Floquet :] Octobre 1990 : les paras français débarquent pour la première fois au Rwanda. Dans le Nord du pays, le Front patriotique rwandais vient de lancer sa première grande offensive. L'armée zaïroise intervient massivement et sauve le régime alors que la France et la Belgique évacuent leurs ressortissants. Les paras belges quittent ensuite le pays. La France, elle, laisse sur place un imposant contingent de conseillers [diffusion d'images d'archives montrant notamment des militaires français au béret rouge]. Paris vient de choisir son camp : celui du très contestable Juvénal Habyarimana, ancien ministre de la Défense arrivé au pouvoir en 1973 à la suite d'un coup d'État. Ce soutien ne sera jamais démenti.

En 1993, devant une nouvelle poussée du FPR, Paris sauve à nouveau le régime. La France engage alors près d'un millier d'hommes. Certains participent activement aux combats en servant les armes que la France déverse généreusement sur l'armée rwandaise [on voit des soldats français lourdement armés contrôler des points stratégiques dans la ville de Kigali].

Pourquoi la France s'engage-t-elle à ce point aux côtés du Président Habyarimana ? Pour faire pièce à l'influence anglophone dans la région ? Peut-être. Mais on évoque aussi très souvent les liens très étroits entre les deux Présidents et leurs entourages [diffusion d'images d'archives de la réception de Juvénal Habyarimana par François Mitterrand à l'Élysée le 2 avril 1990].

Parallèlement à son action militaire, Paris tente de favoriser une solution diplomatique. Ce sont les accords d'Arusha en Tanzanie, jamais appliqués. Et c'est de retour d'une énième session de négociations en avril dernier que l'avion du Président Habyarimana est abattu [diffusion d'images de l'épave de l'avion]. Commence alors la folie meurtrière que l'on sait [diffusion d'images du massacre de l'église de Ntarama].

L'antagonisme Hutu-Tutsi ne date pas d'hier. Il n'est pour autant pas aussi naturel ou séculaire qu'on voudrait le faire croire et le colonisateur belge porte une lourde responsabilité. Dans un premier temps, il s'appuie sur la minorité tutsi et met en exergue des caractéristiques physiques douteuses pour justifier son choix. Dans les années 50, à l'approche de l'indépendance, conscients qu'ils vont mettre au pouvoir un régime ultra-minoritaire, les

Belges abandonnent soudainement les Tutsi et favorisent l'émergence d'une élite hutu. Commence alors entre les deux ethnies une lutte sans merci pour le pouvoir politique. Avec elle, les premiers exodes et les premiers massacres qui ne cesseront jamais vraiment [diffusion d'images d'archives en noir et blanc filmées à l'époque de la colonisation belge].

[Patrick Poivre d'Arvor, toujours dans le camp de réfugiés de Nyarushishi ; la caméra dézoome et on voit qu'un réfugié se tient à ses côtés :] Des années de haine, donc, d'un drame terrible qui se termine parfois dans des camps de réfugiés, comme ici, dans le Sud du pays près de Cyangugu. Avec nous, euh, l'un des responsables de ce camp, responsable d'un quartier. L'ensemble du camp fait à peu près 8 000 réfugiés.

Patrick Poivre d'Arvor : Vous-même vous êtes Hutu. Vous avez une partie de votre famille dans ce drame. Qu'est-ce qui vous est arrivé ?

Le réfugié : Ah... [soupon], nous sommes sortis de la maison, on était à..., [inaudible] la famille. Et en cours de route j'ai... trouvé les gens qui m'ont demandé [inaudible], "qu'est-ce que nous..., nous, euh, fuyons?". Bah, je leur dis que je voyais les gens qui massacraient des vaches. Et les autres brûlaient des maisons. Moi j'ai eu peur j'ai dû sortir avec les enfants.

Patrick Poivre d'Arvor : Combien d'enfants ?

Le réfugié : Huit enfants. Mais dont les quatre sont perdus. Et leur maman.

Patrick Poivre d'Arvor : Ils ont été tués ?

Le réfugié : Ils ont été tués.

Patrick Poivre d'Arvor : C'était des milices ?

Le réfugié : Ah si, si, si, si ! Ce sont des milices oui.

Patrick Poivre d'Arvor : Des milices...

Le réfugié : Oui.

Patrick Poivre d'Arvor : Donc là vous voulez dire que ce sont des Hutu qui ont tué d'autres Hutu, puisque vous-même vous êtes Hutu ?

Le réfugié : Oui.

Patrick Poivre d'Arvor : Mais vous êtes marié avec une Tutsi ?

Le réfugié : Une Tutsi, oui.

Patrick Poivre d'Arvor : Il y avait beaucoup de mariages, comme ça, interethniques, euh, au Rwanda ?

Le réfugié : Euh, à ma connaissance c'était vraiment beaucoup. C'était..., c'était bien. C'était beaucoup.

Patrick Poivre d'Arvor : Et les gens s'entendaient bien ?

Le réfugié : Ils s'entendaient très bien.

Patrick Poivre d'Arvor : Et aujourd'hui qu'est-ce que vous... pensez quand, euh..., vous pensez, justement, aux gens qui ont massacré une partie de votre famille et votre femme ?

Le réfugié : Moi, je vous l'ai dit..., je peux vous dire que moi je suis chrétien. Ceux qui ont des rancunes, ils n'ont qu'à garder leurs rancunes. Mais quant à moi je suis chrétien. Mais je peux bien vivre en n'importe qui [sic]. Donc, ceux qu'ils m'entourent, s'ils sont gentils de ma part [sic], ah..., je vais vivre avec eux. Mais s'ils continuent alors à faire des gaffes, moi je pense que je vais encore de nouveau de me retirer.

Patrick Poivre d'Arvor : Et là vous êtes entouré de..., Tutsi. Et ça ne vous pose pas de problème ?

Le réfugié : De Hutu..., de Hutu. Je suis entouré de Hutu, moi.

Patrick Poivre d'Arvor : De Hutu et des Tutsi. Et derrière vous il y a des Tutsi aussi.

Le réfugié : Oui mais...

Patrick Poivre d'Arvor : Vous..., vous leur parlez ?

Le réfugié : Pfuuu... Je pense que tous ont été tués. Ceux qui m'entouraient.

Patrick Poivre d'Arvor : Tous vos amis ?

Le réfugié : Ouais ! Les Tutsi.

Patrick Poivre d'Arvor : Voilà donc ce..., ce genre de témoignage que l'on entend dans des camps comme... celui-là. Nous allons maintenant nous rendre dans la capitale, Kigali. Donc nous ne sommes pas très, très loin de là puisque le Rwanda est un tout petit pays. Kigali, nous y retrouvons Loïck Berrou et Jean-François Monnet [diffusion d'une carte du Rwanda sur laquelle la ville de Kigali apparaît en clignotant].

[Loïck Berrou :] Ce devait être une opération ordinaire. L'hôpital de la Croix-Rouge reçoit plus de 50 blessés par jour. Il faut en évacuer autant de l'autre côté de la ligne de front. 41 blessés transportables avaient donc pris place dans ce camion lorsque les tirs ont commencé à se rapprocher [on voit des humanitaires de la Croix-Rouge charger des blessés dans un camion de l'ONU].

[Un humanitaire de la Croix-Rouge, équipé d'un gilet pare-balles et d'un casque parle dans un talkie-walkie : "On envoie quelqu'un comme c'était convenu avec Gilbert. À vous" [on entend une voix répondre : "OK"].

Une humanitaire de la Croix-Rouge : "C'est dramatique. C'est le drame parce que, euh..., on a une insécurité, euh, énorme. On travaille dans des

conditions quand même assez difficiles. Mais on assure quand même le suivi médical du mieux qu'on peut".]

C'est dans un silence à peine troublé par quelques rafales qu'arrive la benne mortuaire. L'hôpital a rempli ses fosses communes dès les premiers jours des massacres. Il faut enterrer les victimes ailleurs. Des prisonniers tutsi sont chargés de la besogne : ils emmèneront aujourd'hui 12 cadavres [des hommes habillés en rose transportent des cadavres et les jettent dans des bennes].

Les blessés affluent au rythme des bombes que l'on entend toutes proches. L'hôpital de la Croix-Rouge improvisé il y a deux mois est aujourd'hui le seul à opérer dans le centre-ville de Kigali, pilonné par les forces rebelles. Un chirurgien, huit infirmières y travaillent nuit et jour dans un chaos organisé. Aux victimes des milices hutu des premières semaines, succèdent aujourd'hui celles des bombardements et des combats qui se déroulent à quelques centaines de mètres [on voit des gens grièvement blessés allongés sur des civières à même le sol]. L'hôpital lui-même n'a pas été épargné.

[Docteur Mudo-Boyer, "Infirmier-Anesthésiste" : "Dans la journée d'hier [26 juin] vers deux heures de l'après-midi, euh..., on a commencé à recevoir beaucoup de..., beaucoup d'obus. Beaucoup d'obus tombaient autour de l'hôpital. On a estimé qu'il était temps de dégager aux abris. Et l'espace de 10 minutes plus tard, il y a un obus qui a percuté le..., la façade de ce bâtiment et qui a endommagé en fait toute cette salle [le toit de la salle est en effet complètement détruit]. Ce qui a provoqué la mort de sept personnes et, euh, trois blessés, à nouveau grièvement blessés, quoi, hein. On risque surtout des obus, euh..., des erreurs de tir en fait".]

Erreur de tir sans doute cet obus de mortier qui atterrit 50 mètres devant le camion toujours immobilisé. Le Front patriotique du Rwanda essaie depuis trois jours de s'emparer de cette colline tenue par la garde présidentielle [diffusion de scènes de combats dans Kigali]. L'hôpital est situé à cheval sur la ligne de front.

En fin d'après-midi tout le personnel de la Croix-Rouge est aux abris [un minibus passe devant la caméra avec un drapeau bleu-blanc-rouge collé sur le pare-brise], sauf les 41 évacués qui croupissent dans leur camion. Ils y passeront la nuit. Leurs lits sont déjà occupés par de nouvelles victimes. Ce n'est que ce matin, au profit d'une accalmie, qu'ils ont pu enfin traverser les lignes [on voit les blessés allongés dans le camion].

[Patrick Poivre d'Arvor :] Nous nous déplaçons maintenant de 60 kilomètres, un petit peu vers, euh..., l'Ouest donc. Nous nous retrouvons au bord

du lac Kivu. Nous sommes à Kibuye [une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre s'affiche à l'écran : elle indique la ligne de front entre la zone contrôlée par les forces gouvernementale et celle contrôlée par le FPR ainsi que les villes de Bukavu, Goma, Cyangugu et Kigali ; la ville de Kibuye apparaît en clignotant], devant l'église de Kibuye [Patrick Poivre d'Arvor parle face caméra, entouré d'enfants] et... sur les images que vous montre actuellement Manuel Joachim, vous pouvez voir tout au bout la trace d'un bulldozer qui a eu beaucoup, beaucoup, beaucoup de mal à essayer d'effacer les traces de l'horrible massacre qui s'est passé dans cette église.

Puisque les religieuses qui nous ont parlé, euh, hors de la caméra, nous parlent de plusieurs milliers de personnes massacrés, donc, ici même, juste après, euh, la mort des deux Présidents, celui du Burundi et celui du Rwanda. Les témoignages, euh..., sont très difficiles à recueillir car tout le monde a peur. Mais Catherine Jentile et Thierry Froissart ont pu, euh, essayer auprès de réfugiés – qui se trouvent actuellement, euh, dans des camps, toujours aussi apeurés –, essayer de recueillir quelques-uns de ces témoignages.

[Catherine Jentile :] La fin du cauchemar n'est pas encore pour aujourd'hui. La vie de ces réfugiés tutsi est entre les mains des volontaires de la Croix-Rouge [dans le camp de Nyarushishi, un médecin soigne des enfants et des vieillards très amaigris, entre la vie et la mort]. Les enfants ont des regards de vieux et les vieillards se recroquevillent comme des bébés [une incrustation "Nyarushishi, Rwanda" s'affiche à l'écran]. Les générations unies dans une même souffrance. Il y a ici plus de 8 000 personnes. Certaines sont encore arrivées la semaine dernière, totalement épuisées.

Dans ce camp de Nyarushishi, juste avant l'arrivée des militaires français, les miliciens venaient certaines nuits s'offrir leurs lots de victimes. Elles ont été enterrées à la va-vite. Des petits monticules de terre leur tiennent lieu de sépultures. Les survivants se souviennent de chaque minute du début des massacres il y a deux mois [gros plans sur les monticules de terre dont parle l'envoyée spéciale].

[Un rescapé : - "On arrivait même, euh..., à enterrer les gens encore vifs. Ou bien ils les brûlaient vivants, dans les maisons". Catherine Jentile : - "Et les..., et les femmes et les enfants?". Le rescapé : - "C'est qu'on les jetait dans les fosses, encore vivants. Et les femmes qui étaient enceintes on les entraient et puis... [soupon], c'était abominable".

Un autre rescapé : "C'était préparé. On voyait les entraînements sur le village. Des jeunes gens..., ils..., ils..., ils s'entraînaient à jouer des lances, à jouer des..., des..., du karaté même. Alors ces gens, ce sont eux que nous avons

vu venir nous chasser, venir nous tuer”.]

Cette femme était enseignante. Aujourd’hui elle est seule avec huit enfants. Elle témoigne d’une toute petite voix.

[La femme : - ”Ils nous ont trouvés dans la maison. Et..., il y a..., il y a eu un qui..., qui a poignardé mon mari. Et après il y a eu quelques..., ils l’ont emmené dehors pour aller le corriger”. Catherine Jentile : - ”Comment vous voyez, euh, votre avenir maintenant?”. La femme : - ”Avenir ? Comme nous sommes même pas sûrs de survivre. Ah, on ne voit pas l’avenir maintenant”.]

Cette grand-mère a perdu tous les hommes de sa famille. Elle a connu les premiers massacres de Tutsi en 1960. Pour elle, c’est maintenant la chronique de la mort annoncée de son peuple. C’est l’horrible histoire qu’elle raconte devant les petits enfants [on voit une vieille dame entourée d’autres réfugiés].

[Patrick Poivre d’Arvor est à présent à Kibuye, à la mission de Sainte-Marie, aux côtés d’une Sœur belge :]

Patrick Poivre d’Arvor : Un peu plus loin nous arrivons à..., à la mission. À la mission où nous retrouvons une trentaine de sœurs de Sainte-Marie. Euh...

Sœur Andrée : C’est-à-dire, non. Il y a une vingtaine de sœurs de Sainte-Marie et puis une vingtaine de sœurs d’autres communautés qui sont venues ici.

Patrick Poivre d’Arvor : Qui sont venues se réfugier en quelque sorte ?

Sœur Andrée : C’est ça, oui. Dans...

Patrick Poivre d’Arvor : Parce ce que vous, vous étiez à une vingtaine de kilomètres d’ici.

Sœur Andrée : Oui, c’est ça.

Patrick Poivre d’Arvor : Et obligées de venir ici ?

Sœur Andrée : C’est-à-dire que, ”obligées”, c’est pas un bon mot. Ce sont les autorités locales – je crois qu’il faut le souligner – qui..., qui par bienveillance sont venues nous chercher pour notre protection, pour assurer notre protection ici.

Patrick Poivre d’Arvor : Alors vous êtes, euh..., il y a à peu près une demi-douzaine de Belges. Il y a..., il y a deux Américaines, une Anglaise. Il y a des Tutsi et des Hutu.

Sœur Andrée : Et des Hutu. Nous, nous sommes une congrégation internationale et interethnique.

Patrick Poivre d’Arvor : Et les Hutu et les Tutsi s’entendent bien ?

Sœur Andrée : Très bien, il n’y a pas de problème.

Patrick Poivre d’Arvor : Les religieuses entre elles...

Sœur Andrée : Nous, nous n'avons pas de problème.

Patrick Poivre d'Arvor : Alors vous savez qu'il y a eu beaucoup de massacres ici, tout autour de vous. Vous en avez entendu parler, on vous les a racontés. Euh..., est-ce que, euh, vous pensez que les responsabilités sont partagées autant que vous, vous sachiez ?

Sœur Andrée : Euh, personnellement, en tant que religieuse, je ne peux pas prendre de parti pour l'un ou pour l'autre. Pour moi c'est..., c'est tout le peuple qui souffre. Et je crois que on ne peut pas parler de coupables, de victimes. C'est..., c'est tout le peuple qui est touché.

Patrick Poivre d'Arvor : Les..., les Hutu et les Tutsi tels que vous les avez connus, tels que vous les avez administrés s'entendaient bien ?

Sœur Andrée : Moi j'ai jamais eu de problème, ni avec les uns ni avec les autres. J'ai des amis Hutu, j'ai des amis..., des amis Tutsi.

Patrick Poivre d'Arvor : Et entre eux vous les avez vus, lorsque les choses étaient calmes..., vous les avez vus tendus, agressifs ou, euh, au contraire sereins ?

Sœur Andrée : Dans mon corps professoral à Mubuga, y avait les deux. Et il y avait un très bon climat d'entente dans..., dans l'équipe.

Patrick Poivre d'Arvor : Là vous pensez que vous allez rester, euh, encore un moment ? Ou que vous allez être évacuée, euh, hors du Rwanda ?

Sœur Andrée : Ça je laisse les autorités décider. On verra ce qui est le mieux. Euh, de toute façon, on veut pas du tout abandonner le pays. On..., on voit que le pays a..., a besoin plus que jamais d'être aidé. Est-ce que c'est maintenant qu'il faut continuer ou plus tard ? On le verra.

Patrick Poivre d'Arvor : Dans votre cœur à vous, vous avez envie de rester ?

Sœur Andrée : Oui.

Patrick Poivre d'Arvor : Eh bien on va se rendre maintenant, euh, de l'autre côté du lac Kivu, donc du côté nord. Nous allons retrouver l'équipe de Nahida Nakad et de Thierry Froissart [la même carte que ci-avant s'affiche de nouveau à l'écran mais cette fois, c'est la ville de Gisenyi qui apparaît en clignotant].

[Nahida Nakad :] L'hôtel Méridien à Gisenyi, le siège provisoire du gouvernement rwandais en exil. Ici, les autorités sont à quelques kilomètres de la frontière avec le Zaïre. Un pays ami à majorité hutu [on voit plusieurs ministres du GIR discuter entre eux au milieu du jardin de l'hôtel Méridien]. Ils sont surtout hors de portée des artilleurs du FPR. Ce sont les membres de ce gouvernement qui sont accusés des massacres de milliers de Tutsi [on

voit à l'écran Anatole Nsengiyumva]. Le Président rwandais et ses ministres nient bien sûr avoir commandité ces massacres.

[Justin Mugenzi, "Ministre de l'Industrie du Gouvernement Rwandais" [se trouve assis à ses côtés Casimir Bizimungu] : - "Les massacres qui ont eu lieu, euh..., ont été des massacres organisés par, euh, la population spontanément". Nahida Nakad : - "Tant que les milices existent il y aura certainement des exactions. Vous comptez garder ces milices?". Justin Mugenzi : - "Les milices, euh..., il faut bien comprendre le sens, euh, dans lequel nous avons recruté : le gouvernement a appelé la population à la résistance. C'est une résistance civile".]

Ces hommes en civils – que le ministre appelle des résistants – peuvent installer des barrages, arrêter des gens, vérifier leur identité, donc leur ethnie. Et bien sûr tuer, en toute impunité [on voit des miliciens à un barrage contrôler les papiers d'identité des occupants des véhicules].

Dans la région de Gisenyi, ils semblent un peu plus contrôlés qu'ailleurs. Le colonel Nsengumva [Nsengiyumva] affirme que les Tutsi ne sont pas véritablement en danger dans sa région bien qu'ils soient tous sous haute surveillance [on voit Anatole Nsengiyumva discuter avec des miliciens].

[Colonel Anatole Nsengiyumva, "Commandant Région Gisenyi" : "D'abord nous surveillons les gens..., pour voir, euh, s'ils ne travaillent pas pour le FPR. Et jusqu'ici, nous n'avons pas vu de Tutsi comme tels qui travaillaient pour le FPR dans la région de Gisenyi. Parce que, même les Tutsi..., il y a beaucoup de Tutsi qui sont contre le FPR [sourire]".]

Hier [26 juin] à la frontière avec le Zaïre, le chauffeur d'un groupe de journalistes a été arrêté [on voit un véhicule à l'arrêt et on entend une voix dire : "Ils emmènent quelqu'un, là. Ils emmènent quelqu'un. Est-ce que le mec est [inaudible]?"]. Il est Tutsi. Les soldats français appelés au secours par les journalistes ont dû intervenir.

[Un soldat français au béret noir s'adresse aux miliciens : "Vous l'avez emmené, là ? Il faut le..., allez le chercher et ramenez-le!"]

Les miliciens accusent le chauffeur d'être un infiltré travaillant pour le FPR. Quand le colonel Nsengumva [Nsengiyumva] est arrivé, l'homme a été libéré [on voit le colonel Nsengiyumva en compagnie du chauffeur et des militaires français]. Mais on avait saboté sa voiture et crevé les pneus. Les soldats français l'ont donc poussé à travers la frontière jusqu'au Zaïre [on voit des soldats français en train de pousser le véhicule du chauffeur].

[De Gisenyi, Nahida Nakad, face caméra : "Les forces gouvernementales retranchées dans cette région sont moins bien armées que le Front patriotique

rwandais. Le FPR avait donc de bonnes chances de pouvoir pénétrer dans cette partie du pays. Mais avec l'armée française, à cinq kilomètres d'ici, les forces gouvernementales craignent beaucoup moins une avancée de leurs ennemis".]

[Patrick Poivre d'Arvor, en direct sur le plateau du JT :] Les soldats français de l'opération Turquoise sont désormais à une vingtaine de kilomètres du front rwandais [Front patriotique rwandais]. Ils ont été applaudis dans la ville de Kikongoro [Gikongoro] où on les attendait avec impatience.

Descendons maintenant le long du lac Kivu au sud du pays pour nous retrouver à Bukavu. Nous avons au bout du fil une autre de nos envoyées spéciales, euh..., Catherine Jentile. D'après vos informations, Catherine, il y aurait eu des affrontements dans cette ville même de Kibuye où nous étions hier [26 juin] et où nous avons entendu cette religieuse ?

[En direct dans la nuit de Bukavu, Catherine Jentile :] Eh bien alors, écoutez, ce sont des informations encore à prendre avec précaution que nous a livrées le colonel Rosier, qui est responsable du dispositif ici dans le Sud. Et plus précisément, c'est à 15 kilomètres de la ville de Kibuye que s'est déroulé cet accrochage qui a commencé ce matin à 11 heures et demi et s'est terminé v..., euh, en début d'après-midi. Alors il aurait opposé d'un côté les forces du FPR et de l'autre les milices hutu, appuyées par l'armée rwandaise. Ce qui est spectaculaire dans cette affaire, c'est donc l'endroit où s'est déroulé l'affrontement. C'est-à-dire qu'on avait toujours parlé, depuis longtemps, d'infiltrations des hommes du FPR. Mais si le chiffre dont on dispose actuellement, et qui est de 1 000 à 2 000 hommes du FPR présents dans cette région, évidemment on ne peut plus parler d'infiltrations mais d'une véritable percée du Front patriotique rwandais. Alors résultat : il pourrait ainsi couper en deux la zone gouvernementale d'est en ouest. Mais également couper en deux le dispositif français, qui lui se déploie du nord au sud. Alors qu'est-ce qu'il peut se passer maintenant ? Les Français nous ont confirmé ce soir que leurs ordres étaient toujours les mêmes, c'est-à-dire d'éviter le contact avec les hommes du FPR. Mais la distance la plus courte entre les hommes du FPR et les troupes françaises est de cinq kilomètres. Évidemment dès lors, on ne peut plus exclure aucune hypothèse.

[Patrick Poivre d'Arvor :] Alors justement, Catherine, on va maintenant voir le dispositif français dont la moitié est à pied d'œuvre, c'est-à-dire environ 1 300 personnes le long de la frontière zaïro-rwandaise avec 300 véhicules d'appui. Le dispositif sera complet avant la fin de cette semaine, nous disait hier [26 juin] le patron de l'opération Turquoise, le général Lafourcade.

Reportage de Régis Faucon, Gilles Hémart et Hubert Leconte.

[Régis Faucon :] L'armée française volant littéralement au secours de la population rwandaise [une incrustation "Goma, Zaïre" s'affiche à l'écran]. Ici un Puma du cinquième régiment de combat de Pau, survolant le lac Kivu et se rendant dans l'un des camps de réfugiés de la zone de Bukavu. Aujourd'hui, la moitié du dispositif français est en place : 1 400 hommes, 10 hélicoptères, 300 véhicules en tout genre, dont neuf auto-mitrailleuses [on voit notamment à l'image des mortiers et des AML]. Et ces VAB, sorte d'ambulances blindées [gros plan sur un VAB immatriculé "6S23 / 0067"]. Il y a ici, sur les aéroports de Goma et Bukavu – les deux têtes de pont de l'opération –, plus de 20 rotations quotidiennes amenant hommes et matériels [on voit un gros-porteur en pleine manœuvre].

Dans une petite semaine, tout devrait être terminé. Une présence armée imposante, mais ô combien attendue : les soldats français sont quelque fois accueillis en véritables libérateurs, comme ici en zone hutu [on voit des militaires français se faire acclamer par une foule de villageois ; leur jeep est recouverte de fleurs].

Pour l'instant les soldats français s'enfoncent dans le pays sans résistance, même s'ils font d'inquiétantes rencontres : on se croise sans se voir [on voit des miliciens à l'entraînement équipés de fusils en bois]. Ces hommes qui courent sont officiellement les auxiliaires de l'armée gouvernementale. Comprenez qu'eux ou leurs frères ont été les principaux massacreurs [la caméra filme longuement les miliciens en train de courir tout en criant : "Amas! Amas! Amas! Amas! Amas!"].

[Patrick Poivre d'Arvor :] Alors nous rejoignons tout de suite en direct notre, euh..., envoyé spécial, Régis Faucon, qui se trouve toujours à Goma. Comment cela se passe-t-il entre la France et les différentes autres parties, c'est-à-dire FPR, forces gouvernementales et milices ?

[En direct dans la nuit de Goma, Régis Faucon :] Oui, eh bien, vous savez Patrick les..., les Français, plus ils avancent dans le Rwanda sont suptibles..., susceptibles de rencontrer, euh, trois catégories d'individus : il y a d'abord, euh, les..., les gouvernementaux, aux côtés desquels – Michel Floquet le rappelait tout à l'heure –, aux côtés desquels les Français se sont battus il y a quat..., quatre ans. Mais c'est maintenant une armée en déroute, je crois qu'il faut le dire. Et il n'est pas question, évidemment pour les Français, d'une quelconque fraternisation. Il n'est pas question de prendre partie. Ce serait dénaturer – comme chacun le comprendra –, euh, le sens de cette..., de cette opération. Il y a aussi les très dangereuses milices hutu, dont on a beaucoup parlé, euh,

qui sont considérées comme les principaux responsables du génocide dans les premiers jours, euh, dans les premières semaines. Euh, [inaudible] était facile d'assassiner des civils sans défense. Ils ne feraient évidemment pas le poids, euh, face à une armée, euh, comme l'armée française. Alors là, là-dessus, l'état-major est très discret mais il semble que..., que lorsque l'armée et..., et ces gens-là se sont croisés, les Français les ont désarmés, l'auraient..., leur ont retiré leurs machettes, leurs lances et leurs arcs. Et puis bien sûr, troisième force : le FPR tutsi. Euh..., Catherine Jentile l'évoquait à..., à l'instant, euh..., qui..., qui..., ce FPR étant évidemment contre l'intervention. Et qui n'est plus maintenant très loin : quelques dizaines de kilomètres, euh, des..., des..., des premiers, euh, des premiers Français, des premières missions de reconnaissance françaises. Peut-être moins d'après ce que je viens d'entendre, euh..., d'après Catherine Jentile. Alors évidemment, euh..., la consigne des Français est d'éviter tout contact, tout accrochage, euh, avec le FPR. Euh, ce serait un..., un sérieux dérapage dans une opération, Patrick, euh, qui m'a l'air fort bien engagée.

[Patrick Poivre d'Arvor :] D'ailleurs le Premier ministre, euh..., vient de confirmer, euh, qu'il n'était pas question que les militaires français fassent de l'interposition, donc, euh, au Rwanda. Par ailleurs, pour, euh, Alain Juppé, les premiers objectifs de l'opération Turquoise ont été atteints. Son collègue François Léotard a souhaité à Bonn que l'Allemagne participe aux opérations internationales. Enfin Paris a demandé à la Belgique une antenne médicale destinée au Rwanda. Et puis la Guinée-Bissau se dit prête à envoyer des militaires là-bas. Du côté des réactions politiques, Pierre Messmer, euh, a estimé sur RTL que la France devait cesser d'être un gendarme, euh, néocolonial.

J'ajoute que si vous voulez aider cette population dans le malheur, vous pouvez adresser vos dons au..., notamment, au Secours catholique qui avec Caritas, a affrété cinq avions pour le Rwanda et le Burundi. Quant à l'association Équilibre, elle vient de lancer une opération humanitaire menée par les étudiants et les lycéens de France pour envoyer 1 000 tonnes de livres dans les, euh..., de vivres, dans les camps de réfugiés.

S'ajoute à cela une information, euh, d'importance : selon *Le Monde*, l'ancien commandant du GIGN, Paul Barril, travaillant pour la veuve du Président rwandais assassiné, détient la boîte noire de l'avion abattu. Mais cette voi..., boîte noire n'a toujours pas parlé.